

*Initiatives ministérielles*

tions. Ne peuvent en bénéficier que ceux dont le revenu annuel s'établit tourne autour de 80 000 \$.

Si vous gagnez 20 000 \$ par année, vous ne pouvez pas profiter de cette mesure. Vous devez continuer à compter sur la pension de vieillesse et sur le Régime de pensions du Canada. Tant pis si, comme seulement la moitié des Canadiens, vous avez le privilège d'être assurés par un régime privé de pension. Vous ne pourrez pas vous assurer une source de revenu convenable à la retraite au moyen d'un REER. Ces régimes sont un instrument d'épargne pour la retraite.

Le gouvernement fait ce genre de proposition alors que nous avons un besoin pressant d'une réforme des pensions, pas de celle-ci qui vise les revenus de 100 000 \$ par année, mais d'une autre qui concernerait les gens du bas et du milieu de l'échelle des revenus.

Une étude du régime des pensions révèle qu'environ quatre femmes de plus de 60 ans sur dix vivent dans la plus abjecte pauvreté parce qu'il n'existe pas de régime convenable de soutien du revenu à la retraite. Ces personnes ne vivent pas l'âge d'or. Elles vivent des années de misère, dans l'inquiétude quotidienne hésitant entre dépenser 2 \$ pour aller rendre visite aux petits-enfants ou s'acheter une côtelette de porc. Ce n'est pas une retraite confortable. Nous avons envers ceux qui, dans bien des cas, ont consacré 50 et 60 années de leur vie à enrichir l'économie du Canada, la responsabilité de leur procurer les avantages que nous considérons comme acquis, moi et les jeunes que nous voyons autour de nous, à la Chambre: les pages et les autres.

Le niveau de vie dont nous bénéficions aujourd'hui n'est pas un cadeau du ciel. Dans bien des cas, nous le devons aux sacrifices consentis par nos aînés il y a de nombreuses années. Beaucoup d'entre eux ont élevé leurs enfants pendant la crise économique, dans des conditions très difficiles. Ils ont pris soin de leur famille pendant les guerres mondiales auxquelles le Canada a participé. Beaucoup d'entre eux ont perdu des enfants et des êtres chers, un mari ou une femme, pendant ces conflits.

Il nous incombe sûrement de dire au moins à ces gens-là que puisqu'ils ont donné tout ce qu'ils pouvaient pour le pays et les générations futures, le temps est maintenant venu pour nous de leur donner quelque chose en retour. Mais le gouvernement actuel s'est contenté de présenter ce genre de mesure législative qui, dans le contexte dont je parle, est absolument scandaleux. Il présente une telle mesure tout en proposant en même temps de récupérer des prestations de pension de vieillesse qui ont été achetées et payées. Il ne s'agit pas d'une largesse qu'un gouvernement bienveillant aurait distribuée à ces Canadiens âgés. Il s'agit de prestations qu'ils ont achetées et payées au moyen de leurs impôts sur le revenu.

Permettez-moi de dire un mot de la sécurité de la vieillesse. S'agit-il d'une largesse quelconque distribuée par un gouvernement bienveillant? Pas du tout. Jusqu'à il y a quelques années, les Canadiens payaient une surtaxe ajoutée à leur impôt sur le revenu pour contribuer précisément au financement de la pension de vieillesse. Ils ont payé pour obtenir ces prestations. Il s'agissait d'un montant qui s'ajoutait à leur impôt sur le revenu et qu'ils ont payé pour permettre au gouvernement de fournir une pension de vieillesse suffisante aux retraités. Cela a bien sûr changé il y a un certain nombre d'années quand cette surtaxe a été tout simplement englobée dans le régime d'impôt sur le revenu. Maintenant, tout le monde la paie et personne ne s'en plaint.

J'estime que la plupart des Canadiens responsables ont accepté le fait qu'il existe certaines responsabilités sociales que nous devons tous assumer si nous voulons vivre dans une société humaine et compatissante. C'est une composante du contrat social passé par l'immense majorité des Canadiens, sauf les députés conservateurs. Alors là, c'est différent. Dans ses largesses, le gouvernement conservateur donne et reprend. C'est ce qu'il fait depuis 1984.

Dès leur arrivée au pouvoir en 1984, les conservateurs ont tenté de désindexer les pensions de vieillesse et de laisser l'inflation laminer ces revenus. Quand les retraités et tous les Canadiens un peu sensés se sont insurgés contre cette mesure, le gouvernement a reculé. Il s'est rendu compte qu'il avait fait une grave erreur politique, et je dirais même une grave erreur morale.